

ASSEMBLÉE NATIONALE  
19 octobre 2023

PLFSS POUR 2024 - (N° 1682)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N ° 1524

présenté par

Mme Loir, M. Baubry, M. Allisio, Mme Auzanot, M. Ballard, M. Barthès, M. Beaurain, M. Bentz, M. Berteloot, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Bovet, M. Buisson, M. Cabrolhier, M. Catteau, M. Chenu, M. Chudeau, Mme Colombier, Mme Cousin, Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Dessigny, Mme Diaz, Mme Dogor-Such, M. Dragon, Mme Engrand, M. Falcon, M. François, M. Frappé, Mme Galzy, M. Giletti, M. Gillet, M. Girard, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, M. Grenon, M. Guiniot, M. Guitton, Mme Hamelet, M. Houssin, M. Jacobelli, Mme Jaouen, M. Jolly, Mme Laporte, Mme Lavalette, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lelouis, Mme Levavasseur, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet, M. Marchio, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Meizonnet, Mme Menache, M. Meurin, M. Muller, Mme Mélin, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon, M. Schreck, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverne, M. Tivoli et M. Villedieu

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 49, insérer l'article suivant:

Tout individu n'ayant pas répondu à ces obligations de paiement de pensions alimentaires et ayant été sommé par l'Agence de recouvrement et d'intermédiation des pensions alimentaires de régulariser, voit après un délai de trois mois, l'intégralité de ses droits aux prestations sociales suspendus jusqu'au paiement de l'intégralité des sommes dues.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le non versement des pensions alimentaires est un problème récurrent en France. L'État a mis en place énormément de moyens, mais cela coûte cher. Il est essentiel de venir en aide aux familles ayant besoin de ces pensions pour assurer la dignité de l'enfant. C'est pourquoi cet amendement propose de suspendre l'ensemble des droits ouverts aux prestations sociales aux parents refusant de payer. Cela permettra de faire des économies et permettra également de faire pression sur les mauvais payeurs.